

Documents sauvegardés

L'Humanité

© 2026 L'Humanité. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20260303-HU-586270

Nom de la source

L'Humanité

Mardi 3 mars 2026

Type de source

Presse • Journaux

L'Humanité

• p. 14

Périodicité

Quotidien

• 752 mots

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France



Page 14

Emmanuel Macron acte l'engrenage nucléaire

Vadim Kamenka

Défense En Bretagne, le chef de l'État a défendu un nouveau concept : « la dissuasion avancée ». Il a justifié un élargissement du parapluie atomique français et une augmentation de l'arsenal. Une bascule stratégique sans débat parlementaire.

Après de nombreux reports, le président Emmanuel Macron a enfin exposé ce lundi, dans la rade de Brest, la stratégie nucléaire française dans un cadre européen. Depuis l'île Longue, qui accueille la base opérationnelle des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), le chef de l'État a lancé : « Nous devons renforcer notre dissuasion nucléaire face à la combinaison des menaces et nous devons penser notre stratégie de dissuasion dans la profondeur du continent européen, dans le plein respect de notre souveraineté, avec la mise en place progressive de ce que j'appellerais une dissuasion avancée. »

Ce concept de « dissuasion avancée » a été le fil rouge de son discours dans le Finistère. Face aux menaces russe et chinoise, au développement de l'arsenal états-unien et de son « dôme d'or », Emmanuel Macron a justifié le fait que des alliés européens puissent « participer aux exercices de dissuasion française » et d'ouvrir par étapes le parapluie nucléaire. Huit pays ont déjà donné leur accord pour s'y associer : le Royaume-

Uni, l'Allemagne, la Pologne, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce, la Suède et le Danemark. « Sa valeur sera, je le crois, très forte aussi pour les partenaires qui entreront dans cette logique avec nous et dont le territoire gagnera un lien affirmé avec notre dissuasion », a-t-il promis.

Réclamée par de nombreux dirigeants européens, cette intervention s'inscrit dans une volonté d'étendre le parapluie nucléaire français qui n'est pas nouvelle. À la Sorbonne, en 2017, le chef de l'État avait déjà appelé l'Europe à développer une « culture stratégique commune ». « Cette orientation s'est traduite par l'ouverture des exercices nucléaires à des partenaires européens et, désormais, par l'hypothèse d'une extension de la dissuasion française », rappelle la Coalition internationale pour l'abolition des armes nucléaires (Ican).

une escalade assumée

Depuis plusieurs mois, le président français n'a cessé de promouvoir cette option auprès de ses alliés européens. Une démarche qui s'inscrit en complément de l'Otan et avec l'aval du prési-

dent des États-Unis, justifie-t-il. Dans cette nouvelle étape, Emmanuel Macron l'assure : « Il n'y aura aucun partage de la dissuasion ultime et des intérêts vitaux. Il n'y aura pas de garantie rigide. » Mais la France pourra envisager des « déploiements de circonstances », comprenant des moyens stratégiques chez des alliés... « Cela va prendre du temps. Car un tel déploiement demande des infrastructures. On n'installe pas des armes nucléaires et leurs Rafale sur un territoire étranger en quelques mois. Forcément, des tensions vont s'aggraver avec nos adversaires en ce qui concerne les futurs pays qui vont accueillir ces avions militaires », estime Jean-Marie Collin, directeur de l'Ican-France.

Pire, le chef de l'État avance que nous ne pouvons pas nous satisfaire de la trajectoire actuelle en termes d'armement. « Après un examen minutieux, explique-t-il, j'ai demandé d'augmenter le nombre de têtes nucléaires de notre arsenal. Nous ne communiquerons plus sur les chiffres de notre arsenal nucléaire, contrairement à ce qui avait pu être fait par le passé. » C'est une véritable rupture en matière de transparence et une par-

Documents sauvegardés

ticipation directe à l'engrenage en cours au niveau mondial. Pour Jean-Marie Collin, « il s'agit d'un véritable recul. Le président participe à la prolifération nucléaire et engage le pays dans une stratégie sur plusieurs décennies. Une décision qu'il a prise seul, sans le Parlement, alors qu'elle engendre un changement stratégique. Cette escalade nucléaire et conventionnelle va forcément précipiter une réaction des autres puissances et participer à la course aux armements ».

Emmanuel Macron ne s'en cache pas. Depuis l'île Longue, il confirme s'être « fermement engagé, depuis 2017, dans le renouvellement de nos forces stratégiques ». Il ajoute : « Et je m'y emploierai jusqu'au terme de ce mandat », en 2027, alors que, selon lui, « le demi-siècle qui vient sera un âge d'armes nucléaires ». Dans cette escalade assumée, personne ne semble s'interroger sur les dangers que cette stratégie représente. Pourtant le 27 janvier, l'horloge de l'apocalypse est passée à quatre-vingt-cinq secondes avant minuit, soit quatre secondes de moins qu'en 2025 : une première depuis sa création en 1947 par le Comité scientifique et de sécurité (Science and Security Board) pour symboliser l'imminence d'un cataclysme planétaire. « Cette prolifération affaiblit en profondeur le Traité de non-prolifération et favorise une insécurité mondiale. L'Europe va donc continuer à être le territoire qui concentre le plus d'armes nucléaires. Pourtant, la France, l'Allemagne, la Pologne se sont engagés à la mise en oeuvre du désarmement nucléaire. Emmanuel Macron favorise sa déconstruction », conclut Jean-Marie Collin.